

Paris, le 14 novembre 2013

Réponse de Direct Energie à la Consultation publique du 25 octobre 2013 de la Commission de Régulation de l'Energie relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz au 1^{er} avril 2014

En premier lieu, Direct Energie regrette que le délai de réponse à cette consultation, moins de 10 jours ouvrés, n'ait pas été plus long de sorte à permettre aux acteurs de fournir les réponses les plus pertinentes, la CRE envisageant non seulement une évolution en niveau des tarifs au 01/04/2014, mais aussi en structure. Direct Energie ne peut donc que déplorer que la CRE n'ait visiblement aucunement pris en considération la contribution de l'ANODE (dont Direct Energie est membre) à sa récente consultation sur le fonctionnement des instances de concertation du GTE et du GTG, dans laquelle nous soulignons qu'il était du ressort du Régulateur de permettre aux opérateurs nouveaux entrants, qui ne disposent pas d'équipes entières consacrées au seul suivi de la concertation¹ notamment du fait d'un espace économique insuffisant, de pouvoir exprimer leur point de vue dans des conditions satisfaisantes.

En second lieu, Direct Energie constate que les hypothèses de souscription de capacités sur les réseaux de GRTgaz et TIGF doivent être revues à la baisse. Nous regrettons que cette évolution n'ait pas été mieux anticipée par la CRE ²: dans notre réponse du 09/11/2012 à la seconde consultation publique de la CRE sur l'ATRT5, nous alertions pourtant déjà la CRE « *sur les hypothèses de souscription retenues : ces hypothèses envisagent une hausse de la consommation qui, au vue des hypothèses retenues pour les tarifs de distribution du gaz, ne serait portée que par les clients raccordés directement au réseau de transport. Nous nous interrogeons donc sur la pertinence d'une telle trajectoire dans un contexte économique incertain. Bien qu'une hausse des souscriptions contribue à limiter la hausse prévisionnelle des tarifs déjà jugée insatisfaisante, elle comporte de plus un risque de hausses additionnelles du tarif à l'avenir, si elle ne se réalise pas.* ».

En tout état de cause, Direct Energie enjoint la CRE de veiller à ce que les hausses envisagées de ces tarifs soient correctement répercutées dans les tarifs réglementés de vente dès leur mise en application, soit **dès le 01/04/2014**.

¹ contrairement aux opérateurs historiques, qui disposent par ailleurs d'un poids économique, politique et financier disproportionné

² alors même qu'elle indique dans la présente consultation que « la consommation de gaz nationale n'augmente plus »

Question 1 : Etes-vous favorable au maintien des tarifs des PITS en zones GRTgaz et à la baisse de ceux du PITS en zone TIGF ? Quel facteur entre les tarifs du PITS en zone TIGF et ceux du PITS en zone GRTgaz Sud vous paraît le plus adéquat ?

Direct Energie est favorable aux évolutions envisagées, considérant que les tarifs aux PITS sur les zones GRTgaz et TIGF doivent converger d'ici au 01/04/2015, tout en reflétant l'avantage procuré par des capacités fermes par rapport à ces capacités interruptibles.

Question 2 : Considérez-vous nécessaire d'harmoniser la structure tarifaire aux PITS entre les réseaux de GRTgaz (tarif d'entrée supérieur au tarif de sortie) et de TIGF (tarif de sortie supérieur au tarif d'entrée) ? Si oui, dans quel sens ?

Direct Energie est favorable par principe à une harmonisation des structures tarifaires entre les réseaux GRTgaz et TIGF, en notant toutefois que cette problématique est globalement indifférente pour les souscripteurs de stockage, ces derniers devant nécessairement réserver des capacités en injection et en soutirage.

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le tarif en euros courants à la liaison Nord-Sud au 1er avril 2014 ?

Direct Energie est favorable à cette disposition.

Nous souhaitons toutefois rappeler que la mise en place d'un place de marché unique en France à horizon 2018 ne saurait faire l'impasse sur une analyse coûts / bénéfices sérieuse. Nous regrettons ainsi que la CRE

- i) se soit prononcée en faveur d'une telle fusion des zones³ sans connaissance préalable des coûts associés⁴ ni des gains attendus, dans un contexte de stagnation de la consommation française
- ii) n'ait pas porté un regard plus critique sur les conclusions rendues par le cabinet de conseil qu'elle a mandaté aux fins de réaliser l'étude coûts / bénéfices, les résultats de cette dernière étant pourtant manifestement aberrants et non référents.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien des tarifs d'entrée et du coût du transit sur le réseau français ? Préférez-vous un maintien en euros courants ou en euros constants ?

Direct Energie ne partage pas l'analyse de la CRE s'agissant de l'impact des tarifs d'entrée sur le réseau français sur l'attractivité du marché national. Ce dernier ne saurait en effet se réduire au seul marché de gros, et l'analyse doit surtout prendre en considération l'attractivité du marché de la fourniture⁵ qui s'évalue notamment par la correcte adéquation du coût des infrastructures par

³ Délibération CRE du 19/07/2012 portant orientations sur l'évolution des places de marché de gaz en France

⁴ le scénario d'investissement le moins coûteux permettant la création d'une place de marché unique n'ayant été identifié que récemment

⁵ Ce dernier dictant, en France, le développement des marchés de gros en non l'inverse, contrairement à d'autres pays européens qui peuvent bénéficier de leur situation privilégiée en terme de transit

rapport à la consommation⁶. Il est donc probable que cette attractivité diminue à mesure que des investissements sont engagés sans bénéfices avérés en regard.

Il conviendrait par ailleurs de vérifier que le gel tarifaire envisagé ne bénéficiera pas de prime abord aux opérateurs historiques, en contradiction là encore avec l'objectif de promotion de l'attractivité du marché français et du développement de la concurrence.

Pour ces raisons, Direct Energie reste circonspect sur le gel tarifaire envisagé par la CRE.

Question 5 : Etes-vous favorable à la tarification du produit trimestriel à un tiers du produit annuel lorsque l'interconnexion n'est pas congestionnée ? Etes-vous favorable à la tarification du produit trimestriel à un quart du produit annuel lorsque l'interconnexion est congestionnée ?

Direct Energie n'exprime pas d'opinion sur cette question.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de redistribuer sans délai les excédents de recettes d'enchères aux expéditeurs livrant des clients finals au prorata des volumes livrés ? Etes-vous favorable à l'application de ce principe pour la redistribution des excédents aux interconnexions dans le Nord de la France et à l'interface avec l'Espagne ?

Direct Energie est favorable à une redistribution sans délai des excédents d'enchères aux expéditeurs livrant des clients finals, non pas au prorata de leurs consommations mais des capacités de livraison qu'il est nécessaire d'avoir souscrits pour les alimenter. Une répartition au prorata des consommations viendrait en effet injustement pénaliser les clients fortement modulés, notamment en distribution publique, sur lesquels pèsent pourtant des obligations de service public (continuité de fourniture) plus importantes que sur d'autres segments de clientèles (industriels notamment).

Question 7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de réduire à 0 le prix du service de flexibilité intra-journalière dès le 1er avril 2014 ?

Direct Energie est favorable à cette disposition.

Question 8 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer le même tarif au PITTM Dunkerque qu'aux PITTM de Montoir et de Fos ? Etes-vous favorable au montant de 45 €/MWh/j/an proposé pour les capacités de sortie au PIR Veurne ?

Direct Energie n'exprime pas d'opinion sur cette question.

Question 9 : Etes-vous favorable à la prise en compte du JTS à 50% au CRCP ?

⁶ une inadéquation venant pénaliser la compétitivité de l'énergie gaz elle-même vis-à-vis d'autres énergies concurrentes.

Direct Energie est favorable à ce que les capacités fermes générées par le dispositif JTS visent avant toute chose à affermir les capacités interruptibles commercialisées par ailleurs par GRTgaz, les coûts associés à la mise en place de ce dispositif devant être recouverts par le tarif.

Question 10 : Quelle est votre appréciation de la qualité de service de GRTgaz et TIGF depuis l'entrée en vigueur du tarif ATRT5 ? Quelle est votre appréciation des indicateurs relatifs à l'équilibrage ? Avez-vous des propositions complémentaires sur la qualité de service des GRT ?

Direct Energie est favorable à un renforcement du dispositif de régulation incitative, tout en notant⁷ que les informations aujourd'hui mises à disposition des expéditeurs ne permettent aucunement d'améliorer leurs prévisions de consommation, notamment s'agissant des consommateurs profilés soumis à un coefficient de bouclage notoirement imprévisible.

⁷ Comme nous l'avons plusieurs fois exprimé dans nos réponses aux consultations sur les évolutions du système d'équilibrage